

Réactions du monde économique sur le programme du gouvernement (II)

«Les mesures vont dans la bonne direction»

La Chambre de commerce souhaite que la hausse envisagée de la TVA soit neutralisée dans l'index

PAR NADIA DI PILLO

Les mesures présentées dans le programme gouvernemental pour la nouvelle législature «sont un premier pas dans la bonne direction», a estimé mercredi la Chambre de commerce.

«Nous attendons maintenant avec impatience les détails concernant les modalités pratiques et la mise en œuvre rapide et effective des réformes annoncées», a annoncé Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de commerce par intérim, à l'occasion de la présentation des résultats de l'enquête Eurochambres.

Rappelant que les finances publiques figurent parmi les quatre priorités définies par la Chambre de commerce dans son plan de réforme et de redressement (Plan «AAA»), Carlo Thelen a jugé que les mesures du gouvernement vont globalement dans le «bons sens».

Il a d'abord relevé la priorité donnée à la réduction des dépenses publiques. «Ce qui nous paraît essentiel, c'est de se donner un encadrement, ce qui constitue d'ailleurs une obligation européenne», a-t-il déclaré. Le gouvernement s'est ainsi donné pour objectif d'atteindre d'ici la fin de la période de législature un solde structurel des finances publiques d'au moins 0,5% du PIB. «A terme, cet objectif n'est pas suffisant, mais au moins le but à atteindre est maintenant fixé», a-t-il jugé. Le gouvernement souhaite aussi «maîtriser, voire réduire» la dette publique de façon à la maintenir à tout moment en-dessous de 30% du PIB.

Carlo Thelen a également cité dans les mesures positives le screening des dépenses d'Etat sur la base du principe de «zero based budgeting», la volonté d'instaurer «une norme de croissance des dépenses inférieure à la croissance des recettes», l'institutionnalisation du Comité de prévision qui devient le «Comité économique et financier national» et la volonté du gouvernement de procéder à une analyse critique de tous les transferts sociaux et subventions.

Autre engagement positif pris par le nouveau gouvernement: la mise en place d'une task-force dont



Carlo Thelen considère la gratuité de l'accueil des enfants comme allant dans le «mauvais sens», faute de proposition concrète de financement. (PHOTO: G. HUBERTY)

la mission sera, entre autres, d'«améliorer l'efficacité des dépenses publiques à travers l'identification de solutions moins chères pour arriver au même résultat». Carlo Thelen a par contre qualifié

Perspectives 2014

Les perspectives pour 2014 s'améliorent, mais la situation reste difficile pour les entreprises luxembourgeoises, a expliqué la Chambre de commerce à l'occasion de la présentation des résultats de l'enquête Eurochambres. Le climat des affaires, indicateur phare de l'enquête, s'améliore mais «les soldes restent négatifs», a souligné Carlo Thelen.

En termes de chiffres d'affaires global, les anticipations nettes sont davantage

optimistes dans le secteur des services alors que les perspectives dans le secteur manufacturier sont fortement en hausse par rapport à l'enquête précédente. Ces résultats doivent toutefois être nuancés puisque «plus de la moitié des entreprises indiquent une stabilisation de leur chiffre d'affaires en 2014».

Près de 70% des firmes interrogées prévoient que leur effectif restera stable en 2014.

de «position mitigée» la hausse envisagée de la TVA, bien qu'elle doit rester le taux le plus bas de l'UE. «Nous estimons qu'il faut neutraliser cette hausse dans l'index», a-t-il déclaré. Faute de quoi les entreprises seraient pénalisées par deux fois, a-t-il ajouté.

L'économiste a noté au passage que le gouvernement n'envisage une augmentation des taux d'imposition qu'en dernier recours. «Mais quel est donc ce dernier recours?» s'est-il interrogé.

Carlo Thelen a regretté en outre l'absence de mention quant au passage d'une «logique de crédits budgétaires» à une «logique de définition de missions à accomplir par les autorités publiques». «Une telle nouvelle gouvernance doit être flanquée par la fixation préalable d'objectifs à atteindre. Ceux-ci doivent être quantifiables et évalués a posteriori par des critères de performances», a-t-il commenté.

Enfin, le programme du gouvernement reste muet quant à la composition du futur Comité économique et financier national.

Simplification des procédures administratives

S'agissant des défis en matière de croissance et de compétitivité, Carlo Thelen a salué l'instauration d'une mission interministérielle qui travaillera sur l'allègement, la simplification et l'accélération des procédures administratives. Il a également jugé positif le réexamen des procédures d'autorisation et la simplification de la législation relative aux procédures fiscales.

«La poursuite de la lutte contre une inflation excessive est un point important que le gouvernement s'est donné comme objectif», a-t-il noté par ailleurs. «Ce qui est également très important pour nous, c'est l'analyse de la faisabilité et l'impact potentiel d'une désindexation généralisée de l'économie nationale», a ajouté Carlo Thelen, tout en regrettant qu'il n'y ait pas de modification du panier-type des biens et services.

En matière d'emploi et d'éducation, Carlo Thelen a salué la poursuite de la réforme de l'Adem, ainsi que la flexibilisation accrue des contrats de travail. Il a salué

la volonté du gouvernement d'adapter la formation professionnelle à la réalité linguistique du pays.

Gratuité de l'accueil des enfants: quel financement?

S'agissant de la volonté du gouvernement de mieux relier les mondes de l'école et du travail par des stages, Carlo Thelen a regretté qu'aucune mention ne soit faite quant à la possibilité d'inclure des modules de présentation de l'économie et de l'entrepreneuriat dans les cursus scolaires.

La gratuité de l'accueil des enfants est perçue comme allant dans le «mauvais sens», faute de proposition concrète de financement.

Et pourquoi pas de chèque-logement?

Enfin, sur le plan de l'immobilier, la maîtrise de l'évolution des prix sur le marché immobilier est considérée comme étant une bonne piste, tout comme la réforme de l'impôt foncier. Carlo Thelen a également cité dans les mesures positives la simplification des mesures administratives concernant la construction et l'habitat, la centralisation de la gestion et du paiement de toutes les aides étatiques et la dynamisation de la création de logements sociaux et de logements à prix abordables.

A l'inverse, il a regretté qu'aucune mention ne soit faite concernant l'introduction d'un «chèque logement», qui pourrait être remis aux ménages dont les revenus sont inférieurs à cinq fois le salaire social minimum.

Si les mesures présentées par le gouvernement «sont un premier pas dans la bonne direction», la Chambre de commerce attend maintenant la mise en œuvre rapide et concrète des réformes annoncées. «Il faut donner une chance à notre gouvernement afin qu'il puisse détailler l'ensemble de ses engagements. Nous sommes en tout cas satisfaits de voir que beaucoup de nos propositions ont été reprises dans le texte du gouvernement. Nous espérons maintenant des réponses rapides parce que les défis qui nous attendent sont importants», a finalement conclu Carlo Thelen.